Le scientifique qui nie la surpêche avait caché ses liens avec la filière

LE MONDE | 13.05.2016 à 06h45 • Mis à jour le 13.05.2016 à 12h10 | Par Stéphane Foucart et Martine Valo

La salle est comble. Ce mercredi 4 mai, à la Maison de la chimie, à Paris, un public nombreux et conquis est venu écouter Ray Hilborn, 68 ans, un célèbre professeur de sciences halieutiques à l'université de Washington à Seattle (Etats-Unis). Invité en France et en Europe par France Filière Pêche, professionnels du secteur, l'universitaire est venu porter une parole rassurante et optimiste sur l'état des stocks de poissons. ***« Non, les océans ne sont pas en train de se vider ! Tout le problème vient d'un article publié par un scientifique américain en 2006, estimant que les principaux stocks auraient disparu en 2048,*** **annonce d'emblée l'influent professeur américain.** ***Ces allégations ont fait les gros titres de la presse, mais ne sont que des mythes. »***

A quelques variantes près, sa conférence censée faire la part des *« mythes et* [des] *réalités »* de la surpêche a été présentée quelques jours plus tôt à Bruxelles, devant des députés européens, puis à Rennes et à Lorient devant des professionnels et des parlementaires, enfin à la Maison des océans, à Paris. Les industriels de la pêche sont

ravis ; les ONG le sont moins, à l'image de l'association Bloom, qui va jusqu'à qualifier M. Hilborn de *« négationniste de la surpêche »*.

22 % de ses fonds de recherche proviennent du secteur

A peine la tournée franco-européenne de Ray Hilborn achevée, la branche américaine de Greenpeace s'apprête à publier des documents accablants, mettant en cause l'éthique scientifique de l'expert américain. L'ONG a adressé, mercredi 11 mai, une plainte formelle à l'université de Washington, accusant M. Hilborn de n'avoir pas déclaré, de nombreuses années durant, ses conflits d'intérêts. Grâce à une demande d'accès aux données administratives internes de l'université, Greenpeace a obtenu plusieurs centaines de documents que *Le Monde* a pu consulter.

Au cours de la période couverte par ceux-ci, entre 2003 et janvier 2016, M. Hilborn a reçu 3,56 millions de dollars de financements de la part d'intérêts liés à la pêche, soit 22 % de l'ensemble de ses fonds de recherche et de diffusion des connaissances. Selon le décompte de Greenpeace, ce ne sont pas moins de 69 organisations liées aux intérêts de ce secteur économique – entreprises, fondations, associations professionnelles – qui ont mis la main à la poche pour soutenir le travail du célèbre halieute. *« Parmi ce que Greenpeace qualifie d'intérêts liés à la pêche industrielle se trouvent des communautés de pêcheurs d'Alaska qui pratiquent la pêche de subsistance »,* précise le professeur au *Monde*. Selon le chercheur, seuls 13 % de ses financements proviennent d'intérêts véritablement industriels d'entreprises comme Trident, Pacific Seafood Processors, PeterPan Seafoods, etc.

Outre ces financements, le scientifique américain a perçu des revenus à titre personnel, montrent les documents internes de l'université de Washington. *« Entre 2003 et 2014, M. Hilborn a reçu des paiements de nombreux groupes industriels,* écrit Greenpeace dans sa plainte. *Plusieurs autres organisations desquelles M. Hilborn a reçu des versements sont des firmes de consultants et des groupes écrans représentant les intérêts de l'industrie de la pêche. »* Cependant, les informations recueillies ne permettent pas d'évaluer le montant total des sommes perçues au titre de consultant.

Le problème, selon Greenpeace, ne repose pas dans l'existence de ces liens d'intérêts. L'association dénonce plutôt leur non-déclaration. Auditionné par une commission parlementaire américaine en septembre 2013 – au cours de laquelle il déclare que le principal problème des pêcheries américaines est désormais la sous-exploitation des stocks de poissons –, il omet de divulguer les contrats de consultance qui le lient à la pêche industrielle. Et ce, alors que la question de ses conflits d'intérêts potentiels lui est formellement posée, comme le veut la procédure.

Des situations embarrassantes

De même, Greenpeace décompte seulement 26 déclarations de liens d'intérêts avec l'industrie sur plus de 130 études cosignées par le chercheur dans la littérature scientifique entre 2003 et 2015. En contravention avec les règles éditoriales de la majorité des revues scientifiques.

En 2010, Ray Hilborn adresse une brève correspondance à la revue *Nature,* prenant fait et cause pour Marine Stewardship Council (MSC), un organisme dont l'objet est de garantir la durabilité de l'exploitation des pêcheries. Le célèbre label est alors mis en cause par certains chercheurs. Deux ans plus tard, il signe, avec d'autres scientifiques, une étude favorable à MSC dans la revue *PLoS One*. Dans les deux cas, il ne déclare pas qu'il a perçu, entre 2008 et 2010, des émoluments comme consultant pour une des sociétés de certification que fait travailler MSC.

Greenpeace relève d'autres situations embarrassantes. En 2012 et en 2013, dans les revues *Environmental Conservation* et *Proceedings of the National Academy of Sciences* (*PNAS*), M. Hilborn remet en question l'utilité des aires marines protégées – sujet pourtant plutôt consensuel désormais. Mais il omet de déclarer qu'il a été rémunéré, entre 2005 et 2010, par plusieurs associations de pêche commerciales et sportives, pour critiquer la pertinence de cette stratégie de protection des océans…

Lire aussi : Dauphins échoués : la pêche industrielle en ligne de mire

Greenpeace demande des rectificatifs

D'autres de ses travaux publiés dans des revues prestigieuses, et remettant en cause la réalité de la surpêche à l'échelle mondiale, ne présentaient pas non plus ses liens d'intérêts avec la pêche industrielle. Interrogé au cours de sa conférence du 4 mai sur les raisons pour lesquelles l'effort de pêche mondial augmente, tandis que les prises diminuent, il rétorque : *« Ces affirmations sont erronées toutes les deux. Il y a davantage de poissons dans les océans et les prises sont globalement stables dans le monde depuis vingt ans. »*

L'halieute américain ne se laisse pas démonter. *« Le timing de l'attaque de Greenpeace ne doit rien au hasard,* écrit-il dans une réponse écrite transmise au *Monde. Dans deux semaines, je recevrai l'International Fisheries Science Prize au congrès mondial des pêcheries. »* L'expert fait en outre valoir qu'une grande part de ses financements proviennent de fondations ou de fonds publics et qu'il consulte également pour des ONG comme l'Environmental Defense Fund.

« Ce que met en avant Greenpeace est pris très au sérieux par notre établissement, assure Norman Arkans, porte-parole de l'université de Washington. *Nous allons examiner les points soulevés pour déterminer si des problèmes existent et si des mesures doivent être prises pour les traiter. »*

L'ONG américaine a aussi écrit à plusieurs revues scientifiques pour demander des rectificatifs précisant les liens d'intérêts de M. Hilborn. Celui-ci a coutume d'affirmer au sujet de ses financements que seuls 10 % proviennent aujourd'hui de l'industrie. *« Nous en avions discuté avec lui avant les conférences et avions décidé de répondre à la demande de transparence des ONG »,* précise-t-on chez France Filière Pêche. L'association professionnelle ajoute ne pas avoir rémunéré le chercheur américain pour son déplacement, mais avoir seulement pris en charge ses frais, ainsi que ceux de son épouse.